

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 18 juillet 2024

Zoom sur : Le FMI révisé ses prévisions de croissance.

Le 16 juillet dernier, le Fonds Monétaire International (FMI) a révisé ses projections de croissance économique, ajustant ainsi les prévisions antérieures divulguées en avril de cette année. La projection de croissance mondiale pour 2025 a été marginalement révisée à la hausse (+0,1 pt%), atteignant ainsi 3,3 %, tandis que celle pour 2024 a été maintenue inchangée à 3,2 %.

PROJECTIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU FMI

	2024	2025
Économie mondiale	3,2%	3,3%
Économies avancées	1,7%	1,8%
États Unis	2,6%	1,9%
Espagne	2,4%	2,1%
Canada	1,3%	2,4%
Zone euro	0,9%	1,5%
France	0,9%	1,3%
Italie	0,7%	0,9%
Japon	0,7%	1,0%
Royaume-Uni	0,7%	1,5%
Allemagne	0,2%	1,3%
Économies en développement	4,3%	4,3%
Asie émergente	5,4%	5,1%
Afrique sub-saharienne	3,7%	4,1%
Émergent en Europe	3,2%	2,6%
Asie centrale et orientale	2,4%	4,0%
Amérique latine et Caraïbes	1,9%	2,7%

Source : FMI / Graphique : LR-ER

D'un point de vue régional, la croissance des économies émergentes est projetée à 4,3 % tant pour 2024 que pour 2025, représentant une amélioration respective de 0,1 point de pourcentage chaque année. Parmi ces économies, l'Asie devrait enregistrer les taux de croissance les plus élevés, avec 5,4 % en 2024 et 5,1 % en 2025, tandis que la zone LAC obtient les prévisions les plus pessimistes. D'après les projections de l'institution multilatérale, la croissance économique devrait y atteindre 1,9 % en 2024 et 2,7 % en 2025. Comparativement aux

prévisions d'avril, la croissance pour 2024 a été révisée à la baisse de 0,1 point de pourcentage, tandis que celle pour 2025 a été relevée de 0,2 point de pourcentage. Toutefois, ces prévisions pessimistes peuvent être relativisées par plusieurs facteurs : i) Petya Koeva, sous-directrice du département de recherche du FMI, a souligné que la baisse est « très faible » et a insisté sur la stabilité de la région, ii) sans l'Argentine¹ et le Venezuela, les prévisions de croissance régionale seraient nettement améliorées : + 2,4 % pour 2024 et 2025.

Parallèlement à la croissance, le FMI prévient que la récente hausse des prix des services (+5,1 % g.a pour les Etats-Unis en juin 2024) ralentit le processus de désinflation, ce qui pourrait compliquer la normalisation, à l'échelle globale, de la politique monétaire. À cette fin, il recommande aux autorités de gérer les risques en arborant un « policy-mix » judicieux pour parvenir à la stabilité des prix.

¹ L'économie argentine a reculé de -1,6 % en 2023, et une croissance -3,5 % est annoncée pour 2024.

Bolivie

Découverte d'un méga-champ d'hydrocarbures dans le nord de La Paz.

Le président bolivien Luis Arce a révélé la découverte d'un « méga-champ » d'hydrocarbures dans le nord de La Paz, désigné sous le nom de *Mayaya Centro X1*. Cette découverte, réalisée à la suite d'un investissement de 50 M USD, confirme l'existence de réserves estimées à 1,7 trillions de pieds cubes (TCF) d'hydrocarbures, ce qui en fait la plus importante découverte depuis 2005. Le forage a été entamé en novembre 2022. *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos* (YPFB), l'entreprise publique bolivienne de production et de distribution d'hydrocarbures, a souligné que cette découverte marque le début d'une « deuxième ère » des hydrocarbures en Bolivie, avec un potentiel total estimé à 7 TCF dans la région, englobant cinq structures similaires. Selon le président de YPFB, la production estimée est d'environ 15 millions de pieds cubes par jour, avec la perspective de forer trois puits supplémentaires pour mieux délimiter la structure. Il a également mentionné que l'évacuation de la production nécessitera la construction de nouveaux pipelines, nécessitant un financement extérieur.

La Bolivie et le Brésil signent six accords dans les secteurs de l'énergie, des mines, des fertilisants et de l'industrialisation.

Lors de la visite du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva en Bolivie du 9 juillet, ce dernier a souligné l'importance d'une intégration énergétique et alimentaire, exprimant l'intérêt du Brésil pour une augmentation des achats de gaz bolivien.

Le Président Arce a quant à lui mis en avant les efforts de la Bolivie pour industrialiser ses matières premières, illustrant ainsi une collaboration élargie au-delà du secteur gazier. Six accords ont été conclus entre les deux pays, dans des domaines tels que l'énergie, l'exploitation minière, les engrais et l'industrialisation. Parmi ces accords, un mémorandum d'entente vise à transformer la centrale hydroélectrique de *Jirau*, une étude conjointe pour intégrer les réseaux électriques des deux pays est prévue, et un accord concerne l'exportation d'engrais et de matières premières boliviennes. Un avenant a été signé pour étendre l'exploration énergétique en Bolivie. Enfin, deux

lettres d'intention ont été signées pour collaborer dans l'industrialisation et la commercialisation des engrais, du chlorure de sodium, ainsi que des minerais métalliques et non-métalliques.

Colombie

Près de 2 M de colombiens sont sortis de la pauvreté monétaire en 2023.

L'institut national de statistiques a révélé que 1,6 M de Colombiens sont passés au-dessus du seuil de pauvreté monétaire (109 USD/mois) en 2023.

Pour mémoire, selon le DANE, si un ménage n'a pas les revenus mensuels suffisants pour acquérir le panier alimentaire de base, il se situe sous le seuil d'extrême pauvreté (établi à 55 USD/mois). S'il peut l'acquérir mais ne parvient pas à payer des dépenses telles que le logement, le transport, les vêtements ou les chaussures, il est dans une situation de pauvreté. En 2023, près de 16,7 M de colombiens se trouvaient dans cette dernière situation. Plus précisément, les taux de pauvreté monétaire les plus élevés ont été enregistrés à Quibdó (60,1 %) et Valledupar (49,8 %), tandis que Manizales et Medellín ont affiché les taux les plus bas (17,6 % et 22,6 % respectivement). Le coefficient de Gini, mesure de l'inégalité sociale, a diminué de 0,2 point de pourcentage en 2023 pour atteindre 0,546, avec toutefois des disparités significatives entre les grandes métropoles (0,528) et les zones rurales (0,477). Par ailleurs, les femmes chefs de famille sont plus exposées à la pauvreté que leurs homologues masculins, avec des taux de pauvreté monétaire respectifs de 37,7 % et 29,5 %.

La trésorerie du gouvernement a chuté de près de 80 % en juillet.

Un récent rapport de *Banco de Bogotá* a alerté sur les niveaux historiquement bas des dépôts du Trésor public. À la date du 5 juillet 2024, le solde des dépôts a chuté à 1,9 Md USD, marquant une baisse drastique de 79 % par rapport aux 9,1 Md USD de l'année précédente.

Cette situation survient dans un contexte budgétaire déjà complexe, marqué par une coupe dans les dépenses annoncée le mois dernier, de 10,8 Md USD pour l'année. Ces niveaux de dépôts historiquement bas pourraient compliquer la capacité du gouvernement à honorer ses obligations financières, notamment les 1,9 Md USD de TES

(dont 200 M USD d'intérêts) arrivant à échéance à la fin du mois de juillet. Ainsi, pour normaliser la situation des finances publiques, Camilo Pérez, responsable de la recherche économique à *Banco de Bogotá*, a suggéré diverses alternatives, telles que l'augmentation de la collecte fiscale ou la vente aux enchères des TES.

La déforestation dans l'Amazonie colombienne en baisse de 38 % en 2023, au plus bas depuis 23 ans.

Alors que le pays se prépare à accueillir la COP16 sur la biodiversité cette année, le Ministère de l'environnement révèle de nets progrès dans la lutte contre la déforestation. **Après un sommet atteint en 2017 (perte de 220 000 ha), la surface déforestée est passée pour la première fois sous les 100 000 ha.** Ces résultats sont toutefois fragiles car très dépendants de la mise en œuvre des Accords de Paix.

La production manufacturière réelle chute de 3,6 % g.a en mai.

L'institut national de statistiques a publié, cette semaine, une enquête sur les industries manufacturières territoriales, révélant une contraction de 3,6 % g.a de la production manufacturière réelle colombienne en mai 2024.

Parmi les 39 activités industrielles recensées, 28 ont affiché une diminution de leur production réelle. Les ventes commerciales ont notamment chuté de 1,7 % g.a au cours du cinquième mois de l'année. En termes de production réelle, le secteur de la fabrication de véhicules automobiles et moteurs ainsi que celui de la transformation du sucre et de la *panela* ont subi les baisses les plus marquées (resp. -60,8 % g.a et -27 % g.a), tandis que ceux de la fabrication de matériel de transport (+ 26,1 % g.a) et de la sidérurgie (+ 23,3 % g.a) ont enregistré les plus fortes augmentations. Par ailleurs, la zone métropolitaine de Barranquilla a contribué le plus négativement à la variation annuelle de la production réelle avec une baisse de 14,0 % g.a.

La perte du statut « investment grade » a induit, depuis 2021, un coût budgétaire estimé à 7,2 Md USD.

En 2021, la perte du statut « Investment grade » (dégradations de Fitch et S&P) a dégradé la qualité de l'investissement en Colombie. Les coûts budgétaires associés ont été évalués ce mois de juillet à environ 7,3 Md USD.

Selon le ministère des Finances, cette détérioration s'est traduite par un *spread* de 90 points de base par rapport à des économies comparables comme le Brésil, influençant directement les coûts d'emprunt du pays tant sur les marchés internationaux que domestiques. Ainsi, José Roberto Acosta, directeur du crédit public, a précisé que ce *spread* a généré un coût d'environ 7,3 Md USD, ajusté aux taux de change actuel. Cette dépense substantielle souligne les défis auxquels la Colombie fait face dans la gestion de ses finances et de son budget, aggravés par une récente dégradation de la perspective par Moody's.

Le président Pétro a promulgué la réforme des retraites.

Le président Gustavo Petro a promulgué ce mardi 16 juillet, la réforme des retraites, marquant ainsi la deuxième victoire législative majeure de son gouvernement, après la réforme fiscale du début de mandat. La cérémonie officielle s'est tenue sur la Plaza de Bolívar (Bogota). Entrant en vigueur en juillet 2025, ce nouveau système repose sur plusieurs piliers distincts : pilier solidaire, pilier semi-contributif, pilier contributif et pilier volontaire complémentaire, chacun visant à répondre aux besoins spécifiques des divers groupes de population. Malgré les préoccupations exprimées par certains secteurs, comme les fonds privés, sur les implications pour les AFP (sociétés de gestion de fonds de pension), **le président de Colpensiones, Jaime Dussán, a salué cette réforme comme étant la meilleure loi sociale de l'histoire récente du pays, soulignant sa capacité à servir plus de 10 millions de cotisants et à garantir une pension de subsistance pour les personnes âgées les plus vulnérables.**

Malgré une hausse de la production de café, le PIB agricole recule de -3,6 % g.a au T1 2024.

Entre janvier et mai 2024, la production de café a augmenté de 14,4 % g.a, avec des croissances marquées en avril (+31 % g.a), et mai (+39 % g.a).

Les prix internationaux du café atteignent des sommets (237 US cent/lb, soit + 43 % g.a), favorisant les producteurs locaux. Cependant, malgré cette reprise, le PIB agricole colombien a chuté de -3,6 % g.a au T1 2024, du fait d'une diminution de la superficie plantée de -0,1 % g.a et à des faibles chiffres de rénovation de plantations (49 000 hectares) sur l'année passée. Ainsi, Germán Bahamón, président de la Fédération nationale des caféiculteurs, appelle à une réforme agraire pour protéger les producteurs et assurer leur sécurité alimentaire.

Equateur

La CELEC a lancé un nouveau bloc de projets énergétiques – 912 Mw.

L'entreprise publique d'électricité équatorienne (CELEC), a approuvé le règlement permettant la participation du secteur privé dans la construction de nouveaux projets de génération et transmission d'électricité.

Les entreprises privées pourront désormais mettre en place ces projets sous la forme de concessions, partenariats public-privés ou entreprises d'économie mixte. CELEC a priorisé huit projets (912 Mw) requérant 1,5 Md USD d'investissement, éoliens, hydroélectriques et photovoltaïques.

Les exportations équatoriennes vers la Chine sont en baisse de -26% malgré l'accord de libre-échange en vigueur.

Selon les derniers chiffres des douanes équatoriennes, les exportations équatoriennes vers la Chine entre janvier et mai 2024 ont diminué de -26%. Les exportations de crevettes, premier poste d'exportation vers la Chine, ont diminué de -45% par rapport à la même période de l'année 2023. Les produits miniers (essentiellement or et cuivre) ont diminué de -34%.

Malgré l'entrée en vigueur de l'accord commercial entre l'Equateur et la Chine en mai

2024, les exportations équatoriennes ont diminué de -23% par rapport au mois de mai 2023.

Guyana

Exxon Mobil lance un nouveau projet pétrolier au Guyana.

La compagnie pétrolière étatsunienne ExxonMobil a dévoilé son nouveau (et 7^e) projet, « Hammerhead », au Guyana.

Ce projet prévoit le forage de jusqu'à 30 puits *offshore*, et prévoit d'augmenter, à horizon 2029, la capacité pétrolière nationale à plus de 1,4 M bpj. Isolément, Exxon prévoit une production quotidienne de 120 000 à 180 000 bpj pour *Hammerhead*, capacité restant inférieure aux 250 000 bpj des plus grands projets de la compagnie. Le projet *Hammerhead* s'inscrit dans la stratégie d'Exxon d'exploitation des réserves *offshore* du Guyana, renforçant la position du pays sur le marché mondial du pétrole.

Depuis 2015, Exxon et ses partenaires ont fait plus de 30 découvertes dans les eaux du Guyana, transformant rapidement le paysage économique de la nation.

Pérou

La production enregistre sa 2^e meilleure croissance en mai 2024, à +5,0 %.

Cette croissance est principalement due aux secteurs de l'industrie manufacturière, de la pêche, du transport, de la construction et du commerce, qui ont contribué à 81% au résultat global. Le secteur financier a toutefois enregistré une baisse de -1,1%. Au cours des cinq premiers mois de l'année, la croissance cumulée a atteint 2,9%, tandis que la variation annuelle entre juin 2023 et mai 2024 s'est établie à 0,8%. Pour mémoire, l'activité économique avait baissé de -0,6% en 2023. Les experts prévoient que, pour le S2, les secteurs liés à la demande interne prendront le relais en tant que principaux moteurs de croissance, soutenus par des conditions

monétaires plus favorables, anticipant un taux de croissance annuel d'environ 3,2 %.

Le régulateur bancaire et financier flexibilise les limites d'investissement des fonds de pension pour atténuer les pertes liées au 7^e retrait permis par le Congrès.

La Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (SBS) a averti que les retraits anticipés des fonds de pensions affectent la stratégie d'investissement des Administrations des Fonds de Pension (AFP).

Ces retraits nécessitent une vente prématurée d'actifs, impactant la composition et la performance des portefeuilles. Pour atténuer cet impact négatif sur la rentabilité des fonds de pensions, la SBS a autorisé des mesures extraordinaires de flexibilisation de certaines limites d'investissement. Le septième retrait de fonds des AFP implique la vente accélérée d'actifs, ce qui met en pression leur valorisation. Selon les experts, la SBS cherche à éviter des ventes d'actifs à prix bradés. Les mesures incluent la flexibilisation des limites de négociation pour les opérations en devises étrangères et la possibilité de prêt de Titres du Trésor péruviens, permettant une vente plus ordonnée. Avec ces nouvelles mesures, la SBS espère stabiliser les valorisations et soutenir la liquidité pour les futurs retraits.

Suriname

Clôture de l'appel d'offres pétrolier en eaux peu-profondes.

L'appel d'offres en eaux peu-profondes a été clôturé ce lundi 15 juillet, et, selon la compagnie pétrolière nationale, Staatsolie, « plusieurs offres » ont été reçues. En totalité, onze blocs, situés entre les champs pétrolifères terrestres et les découvertes en eaux profondes, étaient mis aux enchères. L'Institut des Hydrocarbures de Staatsolie a identifié un volume total de pétrole estimé à 91 Md de barils dans ces blocs. Régis par la législation pétrolière du Suriname, Staatsolie conserve une participation de 10 % à 30 % durant la phase d'exploration et un droit de participation en tant que partenaire en cas de découverte commerciale.

Venezuela

La compagnie pétrolière mixte vénézuélienne Petroindependencia pourra fonctionner jusqu'en 2050.

En session ordinaire, l'assemblée législative a approuvé à l'unanimité la demande de prolongation de *Petroindependencia*. L'entreprise mixte avait été créée en 2010 pour une période initiale de 25 ans et est détenue par Chevron à hauteur de 34 % (le reste étant détenu par PDVSA). La prolongation va jusqu'à 2050. Le décret original a néanmoins été modifié : en 2010, la coentreprise et ses actionnaires étaient exemptés du paiement pour l'extension de la durée d'exploitation du pétrole brut, et ils devront désormais s'en acquitter.

Selon un rapport de Chevron, son activité au Venezuela, qui est « soumise à certaines limitations », a eu un « impact positif sur les résultats de l'entreprise en 2023, mais les résultats futurs restent incertains ».

Le gouvernement intensifie sa politique d'intervention bancaire.

Afin d'éviter une accélération de la dépréciation du bolivar officiel et de réduire les pressions à la hausse sur le marché parallèle, le gouvernement est intervenu lundi 15 juillet en injectant 250 M USD sur cette seule journée, soit le montant le plus important injecté en une seule opération depuis 18 mois.

Ainsi, le total cumulé pour le mois de juillet s'élève à 590 M USD en seulement deux semaines. Ce chiffre dépasse les montants vendus en 2024 et est supérieur aux 578 M USD que la BCV a injecté en octobre 2023.

Les supermarchés et les secteurs connexes devraient connaître une croissance de 3,5 % par rapport à 2023.

M. Italo Atencio, président de ANSA, Association Nationale de Supermarchés et les secteurs connexes, a souligné que le secteur génère 125 000 emplois directs et indirects, soit un total de 625 000 emplois, avec 870 points de vente répartis dans tout le pays.

Il a également souligné la présence de 70 chaînes de supermarchés et de 144 entreprises associées qui offrent des produits et des services aux supermarchés. Si la tendance enregistrée en mai et juin de cette année se poursuit, en 2024, le secteur des supermarchés pourrait clôturer avec une croissance de +3,5 % par rapport à 2023.

Selon un récent rapport de l'ANSA, la consommation a augmenté de 2 % au cours des quatre premiers mois de 2024, soutenue par les achats d'aliments de base et de boissons non alcoolisées.

La Cifar prévoit que le marché pharmaceutique clôturera cette année avec une augmentation de 8 % par rapport à 2023.

Le marché pharmaceutique vénézuélien a connu une croissance remarquable de +44 % au cours des cinq premiers mois de 2024 par rapport à la même période de l'année dernière, selon les données récentes de la Chambre de l'industrie pharmaceutique (Cifar). Ce secteur a fonctionné à 46 % de sa capacité installée au cours du T1 2024, soit une augmentation de +5,3 points par rapport à la même période en 2023.

Dernier bilan du système bancaire à juin 2024.

À la fin du mois de juin 2024, le total des actifs du système bancaire vénézuélien s'élevait à 10,5 Md USD, affichant une variation annuelle de +29 %. Le portefeuille de prêts s'élevait à 1,95 Md USD (+97 %), soit 19 % du total des actifs avec un taux de défaillance de 2,2 %.

En ce qui concerne l'évolution des catégories de crédit d'une année sur l'autre, les microcrédits ont augmenté de +89 %, aucun prêt n'a été accordé au secteur du tourisme et les prêts à l'activité manufacturière ont augmenté de +89 %. Le portefeuille agroalimentaire a enregistré une augmentation de +94 %. Les bénéfices du système financier vénézuélien ont toutefois baissé de -23 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dettes publiques brutes (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr